



Assemblée générale

Distr. générale
17 octobre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 115 c) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de 14 membres
du Conseil des droits de l'homme**

**Note verbale datée du 6 octobre 2013, adressée au Président
de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature de l'Arabie saoudite à un siège devenu vacant au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016 (voir annexe) ainsi qu'au paragraphe 8 de la résolution [60/251](#) relatif au concours que chaque candidat a apporté à la cause de la promotion et de la défense des droits de l'homme et aux engagements qu'il a pris volontairement en la matière, dont on trouvera la liste ci-joint (voir annexe).

La Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies souhaite que la présente note et son annexe soient distribuées comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 c) de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 6 octobre 2013
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente de l'Arabie saoudite
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original: arabe]

**Candidature du Royaume d'Arabie saoudite à un siège
devenu vacant au Conseil des droits de l'homme au cours
de la période 2014-2016**

1. Le Royaume d'Arabie saoudite présente sa candidature à un siège devenu vacant au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016, en s'appuyant sur une démarche normative tirée de la charia islamique qui encourage la coopération pour le bien de l'humanité, conscient de la responsabilité qui lui incombe sur les plans national et international et soucieux, en sa qualité de membre fondateur de ces deux organisations, d'appuyer l'action de l'ONU et du Conseil des droits de l'homme dans le prolongement des efforts qu'il a déployés et des résultats qu'il a obtenus au cours de ses deux mandats successifs, de 2006 à 2012.
2. Au cours de ces périodes, l'Arabie saoudite a appuyé plusieurs résolutions du Conseil des droits de l'homme et participé à l'élaboration de certaines; elle a coopéré avec les mécanismes du Conseil, notamment celui d'examen périodique universel, dans sa quête constante de défendre les droits de l'homme sur le terrain. Elle a également participé de manière constructive avec les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales du Conseil, répondu à leurs demandes d'éclaircissement et coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'agissant de toutes les questions abordées par le Conseil.
3. On trouvera ci-après une liste des mesures adoptées par l'Arabie saoudite pour appuyer les droits de l'homme sur les plans national et international et des engagements qu'elle a pris volontairement lorsqu'elle était membre du Conseil des droits de l'homme.

**Action de l'Arabie saoudite dans le domaine des droits de l'homme
sur le plan national**

Règlements et conventions en matière de protection des droits de l'homme

4. Du fait que la charia, dont l'Arabie saoudite s'inspire pour légiférer, réaffirme la protection des droits de l'homme et pénalise toute atteinte à ces droits, il appartient à l'État de les protéger et de les renforcer. La Loi fondamentale en vigueur en Arabie saoudite (Constitution) dispose expressément à l'article 26 qu'il appartient à l'État de promouvoir et de défendre les droits de l'homme dans le respect de la charia.
5. Du fait que les lois saoudiennes s'inspirent de la charia qui garantit le respect des droits de l'homme et que les dirigeants sont fermement convaincus qu'il appartient à l'État de renforcer les droits de l'homme et conformément aux engagements souscrits par l'Arabie et aux obligations qui sont les siennes sur le plan international, ils ont créé une Commission saoudienne des droits de l'homme, qui relève directement du Roi, en sa qualité de Premier Ministre, et s'emploie à promouvoir et protéger les droits de l'homme, dans le respect des normes

internationales en la matière. Elle est également chargée d'établir un rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays et de surveiller l'application des conventions auxquelles l'Arabie a adhéré.

6. Une société nationale indépendante des droits de l'homme a également été créée et vient s'ajouter aux autres associations qui sont déjà actives dans ce domaine.

7. Une commission nationale permanente de lutte contre la traite des personnes a été constituée en outre en Arabie saoudite. Elle a pour mission de se pencher sur la situation des victimes de la traite, de mettre en place une politique de recherche active et de former les agents du maintien de l'ordre de façon qu'ils puissent repérer rapidement les victimes.

8. L'Arabie saoudite a adhéré aux principales conventions internationales, comme suit :

- La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- La Convention relative aux droits de l'enfant et ses Protocoles facultatifs concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants;
- La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif.

9. Sur le plan régional, l'Arabie saoudite a adhéré à la Charte arabe des droits de l'homme et participé à l'élaboration et l'adoption des instruments ci-après :

- La Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam;
- La Déclaration sur les droits et la protection de l'enfant en Islam;
- La Convention de l'Organisation de la Conférence islamique pour combattre le terrorisme international;
- La Déclaration de Riyad sur les droits de l'homme en temps de paix et en temps de guerre;
- Le Pacte relatif aux droits de l'enfant en Islam;
- Les Statuts de l'Organisation de la promotion de la femme et de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique.

10. L'Arabie saoudite a promulgué plusieurs lois visant à protéger les droits de l'homme, telles que le Code d'organisation judiciaire, le Code de procédure pénale, le Code de la médiation, le Code de procédure dérivée de la charia, le Règlement intérieur de la profession d'avocat, le Code du travail, le Règlement sur les soins de santé pour les handicapés, le Code de lutte contre la traite des personnes, le Code de

protection contre la victimisation et le Règlement relatif aux travailleurs domestiques ou personnes ayant le même statut.

11. L'Arabie saoudite a créé des institutions telles que la Commission des droits de l'homme au Conseil de la Choura ainsi que dans un certain nombre de ministères et d'organes publics.

Droits de la femme et de l'enfant

12. D'après le principe de juste égalité des sexes, qui découle lui-même du principe de complémentarité des droits et des devoirs, et aux fins de renforcer la participation des femmes aux prises de décisions, un décret royal a été émis pour amender l'article 3 du Règlement du Conseil de la Choura et permettre ainsi aux femmes d'en devenir membres à part entière. Elles se voient attribuer un minimum de 20 % de sièges et peuvent désormais se porter candidates aux prochaines élections municipales.

13. Dans le domaine de la progression de l'éducation, 473 725 femmes s'étaient inscrites dans les instituts d'enseignement supérieur en 2011 contre 429 842 hommes. Il convient de noter qu'en 1961, seules quatre femmes s'étaient inscrites à l'université.

14. Le nombre de femmes dans la fonction publique a augmenté de 7,85 % de 2010 à 2011. Elles sont au nombre de 228 000 dans l'enseignement, contre 224 000 hommes. Le nombre de femmes qui sont membres de jurys de thèse ou conférencières dans les universités est également passé de 11 000 à 13 000.

15. Le nombre d'étudiants détenteurs d'une bourse à l'étranger est actuellement de 24 851. Il faut noter que, de 2007 à 2011, le taux de progression des bourses d'études octroyées aux femmes a dépassé celui accordé aux hommes, soit 389,4 % contre 30,47 %.

16. La section II de la quatrième partie d'une loi saoudienne comprend des dispositions liées au statut personnel telles que la garde de l'enfant, la pension, les droits de visite et les questions matrimoniales. Pour renforcer la réforme du Code de la famille, des centres de médiation ont été créés dans les tribunaux et les institutions civiles et jouent un rôle de premier plan dans la réconciliation entre époux.

17. Le Conseil de la Choura a approuvé un Code sur la protection de l'enfant contre toutes les formes de violence, qui tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, sensibilise les membres de la communauté aux droits de l'enfant à la vie et interdit toute action qui porterait atteinte à sa santé physique ou morale, permettant ainsi à l'Arabie saoudite de s'acquitter des obligations qui lui reviennent en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle elle a adhéré en 1996. La loi définit l'enfant comme toute personne de moins de 18 ans et interdit le travail des moins de 15 ans. Le Conseil des ministres a ratifié cette loi le 24 décembre 2012.

18. Plusieurs objectifs ont été fixés en matière des soins de santé à administrer aux enfants. Conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, à la fin de 2011, le taux de vaccination pour les maladies visées était de 98,2 % et le taux de mortalité postinfantile avait baissé de deux tiers.

Lutte contre la traite des personnes

19. D'après les principes de la charia qui interdit toute forme de traite des personnes et compte tenu des obligations qui incombent à l'Arabie saoudite sur le plan international du fait de son adhésion au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, une loi de lutte contre la traite des personnes a été promulguée, d'après laquelle les auteurs de tels actes encourent une peine d'emprisonnement de 15 ans et une amende de 1 million de rials saoudiens, peine qui s'alourdit lorsque la victime appartient aux groupes les plus vulnérables.

Promotion de la culture des droits de l'homme

20. La deuxième phase du programme visant à diffuser la culture des droits de l'homme a été appliquée avec succès. Nombre d'organes gouvernementaux y ont participé et ont élaboré leur propre plan sur la base de certains principes, afin notamment de permettre à l'Arabie saoudite de s'acquitter des obligations qui sont les siennes en vertu des conventions qu'elle a signées. Le plan doit également permettre de résoudre des problèmes sociaux découlant de violations des droits de l'homme et de pratiques répréhensibles, et d'aborder directement les concepts et normes en matière de droits de l'homme.

21. La Commission nationale des droits de l'homme organise régulièrement des ateliers à l'intention des membres du système judiciaire tels que les magistrats, les enquêteurs et les procureurs. Ces ateliers portent sur l'application des concepts et normes relatifs aux droits de l'homme, conformément aux obligations contractées par le Royaume sur le plan international.

22. Une commission nationale spéciale a été créée dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme. Un guide de référence en matière d'éducation aux droits de l'homme a également été distribué dans tous les établissements scolaires et universitaires et les instituts d'enseignement. De plus, un guide des droits de l'homme a été intégré aux cursus scolaires avec, à l'appui, des statistiques, des analyses et des enquêtes. Dans les établissements d'enseignement supérieur, des programmes de formation aux droits de l'homme ont été mis en place, qui constituent désormais une matière d'enseignement distincte.

Action de l'Arabie saoudite dans le domaine des droits de l'homme sur le plan international

23. L'Arabie saoudite est fermement attachée à la protection des droits de l'homme et prévoit de créer des institutions nationales et d'élaborer ses propres règlements et mécanismes. Elle coopère à l'heure actuelle avec les organes conventionnels et non conventionnels, estimant qu'ils jouent un rôle clef afin d'aider les États à élaborer leurs propres cadres et mécanismes et de s'acquitter des obligations qui leur échoient en matière de droits de l'homme. Le Règlement intérieur de la Commission saoudienne des droits de l'homme préconise une collaboration avec des associations et institutions nationales, régionales et internationales actives dans ce domaine, qui permettrait à l'Arabie saoudite d'atteindre ses objectifs tout en resserrant ses liens avec ces associations et institutions.

24. La visite en 2010 du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en Arabie saoudite et sa rencontre avec le Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdul Aziz Al Saud, révèlent l'intérêt manifesté par le pays à l'égard d'un resserrement des liens avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme.

25. Un mémorandum d'entente a été signé en 2012 en vue d'une coopération technique entre l'Arabie saoudite, représentée par la Commission saoudienne des droits de l'homme, et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Plusieurs objectifs ont été arrêtés, y compris le renforcement des capacités des experts saoudiens en matière de droit international des droits de l'homme, s'agissant notamment des mécanismes des Nations Unies et des travaux des organes internationaux spécialisés; la préparation, l'élaboration et l'application de programmes de formation aux droits de l'homme en Arabie saoudite et à l'étranger; la rédaction de guides de référence à l'intention des membres d'associations actives dans le domaine des droits de l'homme; et l'organisation de séminaires et de cours spécialisés.

26. Dans le cadre du Programme Jeunes administrateurs des Nations Unies, un mémorandum d'entente a été signé en 2013 entre le Ministre saoudien des affaires étrangères et l'ONU, au terme duquel des experts des droits de l'homme seront dépêchés en Arabie saoudite afin de renforcer les capacités de leurs homologues saoudiens, notamment en ce qui concerne les mécanismes des Nations Unies.

27. L'Arabie saoudite a participé à l'ensemble des travaux et sessions du Conseil des droits de l'homme et appuyé les résolutions et décisions émanant de cet organe, qui visent à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

28. À l'instar d'autres États membres du Conseil, l'Arabie saoudite a appuyé les résolutions relatives à la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne, consciente de l'ampleur de la catastrophe humanitaire que connaît le peuple syrien, avec le décès de plus de 100 000 civils et l'emploi par le régime d'armes chimiques. L'Arabie saoudite a également apporté une aide et des secours humanitaires aux réfugiés syriens.

29. En sa qualité de membre de l'Organisation de la coopération islamique, l'Arabie saoudite a appuyé la résolution [16/18](#) du Conseil des droits de l'homme intitulée « Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leur conviction ».

30. L'Arabie saoudite a soutenu, à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le projet de résolution sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, qui évoque notamment les minorités ethniques de ce pays, en particulier rohingya.

31. L'Arabie saoudite participe aux mécanismes de défense des droits de l'homme, y compris par l'intermédiaire de M^{me} Aseel Al-Shehail, qui est Vice-Présidente du Comité des droits de l'enfant.

32. Le Groupe de travail sur l'examen périodique universel a examiné, à sa quatrième session, en 2009, le rapport de l'Arabie saoudite sur les droits de l'homme. Les États Membres du Conseil ont formulé 53 recommandations à l'Arabie saoudite, qui en a accepté 45.

33. L'Arabie saoudite a présenté au Groupe de travail son deuxième rapport qui sera examiné à la dix-septième session du Groupe, le 21 octobre 2013.

Contributions de l'Arabie saoudite sur le plan international

34. La candidature de l'Arabie à un siège devenu vacant au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016 s'inscrit dans le prolongement des efforts qu'elle déploie sur la scène internationale pour promouvoir la paix, la tolérance, le dialogue et la protection des droits de l'homme et appuyer la prospérité et le développement dans le monde. Elle estime que la coopération avec les institutions internationales et le soutien à leurs activités est la meilleure façon d'atteindre ces objectifs. Elle a donc lancé plusieurs initiatives en la matière et aide nombre d'institutions internationales intéressées.

35. L'inauguration, en novembre 2012, à Vienne, du Centre international Roi Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel est venue couronner l'initiative du Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdul Aziz, en vue d'un dialogue interreligieux et interculturel. Le Centre vise à promouvoir la compréhension, la coexistence pacifique, le dialogue et la tolérance parmi les peuples et les religions et à renforcer les dénominateurs communs pour constituer, à partir des divergences entre les religions et les cultures, un fondement qui favoriserait l'entente, plutôt que la confrontation.

36. L'Arabie saoudite a lancé plusieurs initiatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et dénoncé tout comportement susceptible d'entraîner un acte de terrorisme, tout en s'efforçant de respecter les droits de l'homme. Elle a accueilli la Conférence internationale pour lutter contre le terrorisme tenue à Riyad en 2005, qui a notamment débouché sur la signature d'un accord avec l'ONU en vue de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. L'Assemblée générale s'est félicitée de cette initiative dans sa résolution 66/10 et a encouragé les États Membres à collaborer avec le Centre, qui a été créé en 2011. L'Arabie saoudite a alloué à cette fin un montant de 10 millions de dollars sur trois ans, suivi en 2013 d'une annonce de contribution de 100 millions de dollars supplémentaires, afin de rendre le Centre pleinement opérationnel et de lui donner les moyens d'atteindre les objectifs fixés.

37. L'Arabie saoudite a appuyé les fonds d'affectation administrés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec l'octroi d'un montant de 200 000 dollars, dont le Fonds des Nations Unies pour la réhabilitation des victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, le Fonds de coopération technique, le Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique et le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones.

38. En 2012, l'Arabie saoudite a fait une contribution se chiffrant à 1 million de dollars afin d'aider l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

39. L'Arabie saoudite a appuyé les mesures de développement, grâce à l'octroi d'une aide économique d'un montant total de 103 milliards de dollars, dont ont tiré profit plus de 95 pays en développement dans le monde. Elle a également apporté un appui matériel et moral à des institutions de développement multilatérales, tant

arabes qu'internationales, ainsi qu'une assistance sur les plans administratif et technique. Ces institutions contribuent activement à faire avancer le développement économique et social des pays en développement. Le concours apporté par l'Arabie saoudite à plusieurs de ces institutions, notamment dans la région, dépasse les montants fournis par les autres pays et s'élève à plus de 24 milliards de dollars.

40. Dans le domaine de l'allègement de la dette des pays très endettés, l'Arabie saoudite a mis en place un programme d'annulation de dettes de pays en développement et de pays les moins avancés, d'un montant supérieur à 6 milliards de dollars. Elle a également accordé des exonérations à des pays pouvant être admis à bénéficier d'un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

41. En 2008, l'Arabie a fait une contribution de 500 millions de dollars au Programme alimentaire mondial.

Engagements pris volontairement par l'Arabie saoudite

42. Lorsqu'elle siégera au Conseil des droits de l'homme de 2014 à 2016, l'Arabie saoudite poursuivra inlassablement ses efforts en vue d'appuyer les travaux de cet organe. Elle est attachée aux résolutions du Conseil et résolue à coopérer avec ses mécanismes et à participer activement à ses travaux par le biais des sessions ordinaires et extraordinaires du Forum social.

43. Outre ce qui précède, l'Arabie saoudite s'engage à :

- Continuer de s'acquitter des responsabilités qui lui reviennent en matière de protection et de promotion des droits de l'homme sur le plan national, par la promulgation de réglementations, la création de mécanismes de renforcement du cadre institutionnel et l'adoption de pratiques optimales dans le domaine des droits de l'homme;
- Appuyer le Haut-Commissariat aux droits de l'homme avec l'octroi d'un montant de 1 million de dollars sur cinq ans, à partir de 2012, pour lui permettre d'exercer ses activités, y compris celles prescrites par le Conseil des droits de l'homme;
- Appuyer les organes et les mécanismes des Nations Unies de défense des droits de l'homme et continuer de coopérer avec eux de manière constructive, en particulier avec le Conseil des droits de l'homme et le mécanisme d'examen périodique universel;
- Poursuivre sa coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les autres organismes spécialisés de l'ONU pour satisfaire les besoins de l'Arabie saoudite en matière de formation et de renforcement des capacités et créer d'autres mécanismes susceptibles de concourir effectivement à protéger et promouvoir les droits de l'homme.